La reprise des cours à tout prix : inacceptable ! Irresponsable !

« À partir du 11 mai, nous rouvrirons progressivement les crèches, les écoles, les collèges et les lycées » a déclaré le 13 avril le président de la République.

Comment comprendre cette annonce alors que tous les autres rassemblements resteront interdits, si ce n'est pour satisfaire le patronat et l'économie capitaliste au mépris de la santé de toutes et tous? Comment faire respecter la distanciation sociale à de jeunes enfants, dans des classes souvent de plus de 30 élèves, à la récréation, dans les couloirs, à la cantine, dans les transports scolaires, les internats... ? Ainsi l'application du protocole sanitaire donné par le gouvernement conduit à mettre en place une discipline traumatisante pour les élèves : voulons-nous d'une école maltraitante? Les jeunes sont bien souvent des porteurs asymptomatiques, en revenant dans les établissements scolaires, ils pourront donc contaminer les adultes de l'établissement mais aussi les familles...

Nous refusons que la sortie du confinement se fasse en mettant en danger la vie des personnels : le ministre a l'obligation d'apporter toutes les garanties en matière de protection de ses agent.es. Force est de constater que ce n'est pas le cas aujourd'hui. Depuis des semaines les personnels qui assurent l'accueil des enfants de soignant.es ne disposent souvent ni de masques, ni de solutions hydro-alcooliques, ni de gants, etc. Certains personnels sont tombés malades. Et aucun dépistage systématique n'a été réalisé.

Pour nous la priorité est la santé et la sécurité des élèves et des personnels et la garantie de la protection sanitaire est la condition sine qua non du retour en classe.

Nous exigeons de vraies conditions sanitaires de rentrée, et non celles inadaptées et inapplicables du protocole ministériel.

- Le dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à toute reprise d'activité.
- La désinfection des écoles, services et établissements scolaires
- Des matériels de protection gratuits et performants (gels hydro alcooliques, gants et masques) en quantité suffisante pour toutes et tous.
- La mise en place des adaptations nécessaires pour que le respect des gestes barrière et la distance physique de protection soient possibles
- Un accueil des élèves dans des conditions adaptées, humainement et pédagogiquement raisonnables, plutôt que maltraitantes.

Ce sont des préalables indispensables à toute reprise. Ces conditions sont strictes. En leur absence, la réouverture des établissements ne pourra pas être envisagée, car elle fera courir le risque d'une deuxième vague de contamination aux personnels, aux élèves, à leurs parents et à leurs proches.

Il ne saurait être question de rouvrir des écoles pour des motifs purement économiques. Si M. Blanquer ne prend pas ses responsabilités en matière de protection et persiste dans une reprise des cours au mépris de la santé de toutes et tous, nous invitons chacun.e des personnels de l'Education nationale à utiliser **leur droit de retrait**.

Nous rappelons qu'un préavis de grève a été déposé par plusieurs organisations syndicales afin de couvrir les refus de droit de retrait.